



LABEUR / RIVET / PAGE 3
Le papier est indispensable pour la démocratie



PORTRAIT / PAGE 4
Le psy aux semelles de vent



LA BD HISTORIQUE DE RUST
PAGE 7
Histoire illustrée du mouvement social et du syndicalisme français



ÉDITO

Le pluralisme à plus d'un titre

par JÉRÉMIE DEMAY

La question de la concentration des médias n'a pas animé les débats du congrès. Pourtant, cette attaque sans précédent, menée par des milliardaires sans scrupule, affecte à la fois les imprimeurs, les ouvriers, les journalistes, les distributeurs... et les citoyens. Retour sur cette mauvaise histoire, qui concerne tout le monde mais ne mobilise pas vraiment.

Depuis quelques années, en laissant les médias à une poignée de grands patrons, la démocratie s'effondre, faisant disparaître peu à peu nos métiers. Bien sûr, au début, ces grands patrons pouvaient apparaître comme les sauveurs de quelques titres. Depuis, à grands coups de mutualisation, de modernisation des lignes de production, de rationalisation de l'organisation des bureaux et de la distribution, des imprimeries ont fermé et des rédactions ont quitté le lieu historique où elles sont nées.

Pourquoi ? Tout simplement parce que ces grands patrons se fichent de la presse et des valeurs qu'elle défend. Ils se contrefichent du savoir-faire des métiers qui permettent aux citoyens d'accéder à l'information. Ils se moquent de la démocratie... dans le meilleur des cas. Pour eux, profit et influence sont tellement plus importants que la liberté des peuples.

Aujourd'hui, les lois doivent changer, ou, au moins revenir à l'essentiel, comme l'avait décidé le Conseil national de la Résistance qui interdisait ces concentrations. Le même CNR rêvait d'une presse libre et de qualité, de journaux irriguant tout le territoire. Il est temps que les métiers de la presse, des papetiers aux journalistes, en passant par les imprimeurs et les distributeurs, toutes ces professions vitales pour que les citoyens puissent se forger une opinion, se libèrent des schémas économiques pour revenir aux seules logiques démocratiques. Il ne faut jamais perdre de vue qu'un lecteur est un électeur ! ●

PAPIER, CARTON...

MAIS PAS CISEAUX!!



LIBERTÉ DE LA PRESSE

ENTRETIEN AVEC PIERRE LAURENT

La droite défend la concentration des médias

Les sénateurs de la commission d'enquête sur la concentration des médias ont rendu leur prérapport récemment. À l'initiative du groupe socialiste, les conclusions de ces travaux s'avèrent d'une indigence incroyable !

Propos recueillis par JÉRÉMIE DEMAY

Vous étiez membre de la commission sénatoriale sur la concentration des médias. Le rapport vient de sortir. Quel bilan en tirez-vous ?

Pierre Laurent : Les conclusions de la commission sont assez décevantes. Les auditions ont confirmé l'ampleur des concentrations en cours. Les grands patrons ont confirmé qu'ils souhaitent continuer à accélérer ces concentrations. Dans l'audiovisuel, on le voit avec la fusion entre TF1 et M6, mais aussi dans la presse écrite. Ces propriétaires ont plaidé pour l'absence de régulation, alors qu'il est urgent de renforcer les lois anti-concentration. D'autant que tout le monde a admis que la loi de 1986 était incapable d'enrayer ce phénomène de concentration. Ce texte est largement contourné. De plus, avec l'apparition du numérique tout le paysage a été bouleversé. Face à cette situation, nos recommandations sont cosmétiques. Il n'y a rien sur le seuil de concentration, des recommandations timides sur les aides à la presse. On retrouve la même timidité sur les droits d'auteur et droits voisins sur les Gafam.

À quoi est due cette timidité ?

La faiblesse de ces recommandations est due au fait que dans cette commission, le groupe majoritaire Les Républicains s'est opposé frontalement à une demande de régulation plus forte pour lutter contre les concentrations. Les Républicains ont accompagné le discours des patrons de presse.

En regardant les auditions, on voit que les sénateurs LR ne cessent de faire des génuflexions devant les patrons auditionnés. C'est réellement pour cela que ce rapport est aussi indigent ?

Cela a pesé très lourd. Une partie des commissaires adoubaient le discours où les grands patrons se présentaient comme des champions de la culture nationale contre les Gafam. Au lieu de pousser les travaux

de la commission vers la recherche de nouvelles régulations, ils se sont affrontés à ceux, comme moi, de gauche, qui tentaient de faire avancer des propositions rigoureuses pour juguler cette concentration. Le rapport fait un bon état des lieux et actualise la vision que l'on peut avoir du paysage. Il montre aussi que nous avons besoin d'une nouvelle législation. Mais les recommandations ne sont pas à la hauteur de ce constat.

D'après vous, les sénateurs LR ne voient pas l'urgence démocratique de lutter contre cette concentration des médias ?

Non pas du tout ! D'ailleurs, même l'intervention finale de Jean-Raymond Hugonet pour les Républicains dit explicitement qu'il n'y a pas concentration excessive ! Évidemment, c'était un désaccord important. Pourtant, de nombreux témoignages portés sur les dégâts de la concentration, devant la commission, émanent des sociétés de rédaction, d'organisations syndicales, et d'associations. Conséquences sur la démocratie, le pluralisme, la qualité de travail des équipes de journalistes... Sans même parler des exemples les plus brutaux de mise au pas des rédactions, notamment dans le groupe Bolloré comme nous l'avons vu à I-Télé ou à Europe 1 plus récemment, où la moitié de la rédaction a été évincée.

Le trait commun des témoignages des grands patrons est de raconter que leurs groupes sont tout petits par rapport aux géants comme Amazon ou Disney. Mais tout ça est un leurre.

D'après vous, les sénateurs LR sont tombés dans le piège du consciencisme ou par naïveté ?

Je pense que c'est assez consciencisme... Ils se sont fait assez consciencement les porte-parole des discours des grands patrons. C'est sûr que le poids des Gafam est un vrai sujet. Il y a des besoins pour les faire contribuer. Car pour l'instant, ils pillent les contenus créés par les journalistes et la presse. Ils s'approprient cette va-



Photo : Humanité

« En matière de publicité en ligne, les groupes dominants en prennent déjà 70 %... »

leur ajoutée, sans rien payer à la hauteur. Ni sur le droit d'auteur ni sur le droit voisin. Ces mesures à prendre devraient permettre de dégager de l'argent qui pourrait servir au soutien du pluralisme de la presse. Or, ce que proposent les grands patrons qui mettent la main sur l'ensemble de la presse écrite et audiovisuelle, c'est de récupérer une partie de cet argent pour le mettre au service de leur concentration. Au mépris des règles de pluralisme, de démocratie et de qualité. En plus, les grands patrons s'abritent derrière ce constat pour cacher le niveau complètement excessif de leur concentration. Par exemple, dans le domaine de la publicité. La fusion des groupes TF1 et M6 donnerait naissance à une structure qui maîtriserait 70 % de la publicité. En matière de publicité en ligne, les groupes dominants en prennent déjà 70 %. Or, dans les modèles économiques d'aujourd'hui, la publicité donne droit de vie ou de mort sur de nombreux titres. Depuis des années, nous assistons à une mise en cause des systèmes de péréquation et des mécanismes corporatifs. Que ça soit dans le domaine de la distribution ou d'autres. Aujourd'hui, les grands groupes qui se créent entendent faire la pluie et le beau temps. Mais ces

groupes ultra-concentrés vont passer des accords avec les Gafam pour continuer à dominer ensemble les médias.

L'accès à l'information pour les citoyens est un droit constitutionnel. Pourtant, avec la concentration, ce droit est bafoué...

Bien sûr, et on le voit notamment avec l'absence de transparence. Pour la répartition de l'argent issu des Gafam, la commission a demandé la publicité des accords passés entre les groupes et les Gafam. Mais au nom du secret des affaires, cela nous a été refusé ! D'ailleurs, le groupe des LR s'était opposé à cette demande. Les grands groupes préfèrent traiter de gré à gré avec les Gafam plutôt que d'introduire de la transparence dans la collecte et l'utilisation de ces fonds. La liberté de la presse en France est de plus en plus malmenée. Pour quelles raisons d'après vous ?

Cette domination progressive de grandes puissances capitalistes est à l'origine de cet étouffement démocratique. Les milliardaires entendent utiliser la puissance de leurs groupes comme un instrument d'influence. Cela se voit, comme le nez au milieu de la figure avec le groupe Bolloré et la promotion insensée du candidat Zemmour. Mais cette logique est à l'œuvre dans l'ensemble des domaines. La multiplication des chaînes de télévision numérique masque une très grande concentration des propriétaires. Sur quinze chaînes, on ne trouve que deux ou trois groupes, qui distribuent une offre qui façonne l'imaginaire et les contenus culturels, ce qui est totalement inquiétant. ●



ENVIRONNEMENT

UN MONDE QUI NE TOURNE PAS ROND

En matière d'environnement, parfois il existe de fausses bonnes idées. Le manque de bonne volonté et de compréhension n'aide pas non plus. Pourtant l'urgence est réelle.

JÉRÉMIE DEMAY

Un exemple fictif (en fait pas tant que ça). Pour limiter l'impact environnemental d'une papeterie, elle est fermée. Résultat, des salariés sur le carreau. Problème : le papier qui sortait de cette usine avait des vertus rares qui étaient très utiles pour l'imprimerie juste en face. Désappointé, l'imprimeur effectue moult recherches et finit par dégoter à peu près le même type de papier. Il viendra du Canada en traversant l'Atlantique, sera chargé dans un camion, pour enfin arriver dans l'imprimerie en face de l'ancienne papeterie. Finalement, tout le monde est content. La papeterie ne pollue plus, l'imprimeur a son papier, et cela donne du boulot aux Canadiens, au capitaine du bateau, et aux transporteurs routiers ! Eh bien non. En voulant limiter une pollution, cette décision en a créé plein d'autres. Dans cette histoire, personne n'est gagnant, et surtout pas la planète. « *Quand on parle de réduire les gaz à effet de serre, il ne faut pas que cela se fasse au détriment de l'empreinte carbone* » indique Sandra Croulard, présidente du groupe de la CGT au Conseil économique social et environnemental.

En fait, dans de nombreux dossiers, sous prétexte de protéger la planète, de grands groupes ont fermé leurs usines en France. Dans la réalité, ils ont délocalisé dans des pays où les contraintes réglementaires et législatives étaient absentes, ou en tout cas moins présentes. Aubaine pour les patrons : dans ces pays, la main-d'œuvre est moins chère et les travailleurs n'ont pas non plus beaucoup de droits.



« Quand on les rapporte dans les camions ou dans des cargos, cela abîme les routes. Certains bateaux font des dégazages en pleine mer. »

« Les biens produits ailleurs sont rapatriés ensuite. En France, notre empreinte carbone c'est 1,7 fois nos émissions de gaz à effet de serre. » De plus, d'après Sandra Croulard, tout n'est pas compté dans ces importations : « *Quand on les rapporte dans les camions ou dans des cargos, cela abîme les routes. Certains bateaux font des dégazages en pleine mer.* » Autre revers de la médaille : la balance commerciale qui est aussi déficitaire.

Cette double peine a été mûrement réfléchi par les défenseurs du profit à tout prix. En France, « *il fallait une société postindustrielle. Nous, nous devons avoir le savoir avec la recherche et l'ingénierie. La production pouvait se*

dérouler à l'autre bout du monde. C'est quand même une vision très colonialiste ! » s'agace Sandra Croulard. Cette désindustrialisation du pays a explosé devant la conscience collective au moment du Covid. Nous ne savons plus produire de médicament et de vaccins. Même les masques ! « *C'est pour cela que la réindustrialisation du pays est importante d'un point de vue économique et social, mais aussi environnemental. Si on produit au plus près du besoin de consommation en transformant l'industrie. Nous avons besoin d'une économie circulaire.* » Comment peut s'opérer cette révolution des consciences ? En réfléchissant ! « *Il faut dès le départ prendre en compte tout le cycle de vie du produit. De sa conception à sa réparabilité, et son recyclage. L'industrie n'est pas opposée aux enjeux environnementaux, au contraire, elle fait partie de la réponse.* »

Sandra Croulard va plus loin. Quand une usine doit se mettre en conformité avec les lois environnementales, son propriétaire n'hésite pas à mettre la clé sous la porte pour aller sous des cieux moins regardants. « *Ils ne raisonnent qu'en termes de compétitivité et de dividendes. Alors, pour eux, il faut diminuer tous les coûts environnementaux et sociaux.* » Problème : « *Plus on sera en retard sur les questions environnementales, plus cela va nous coûter cher. En plus cela créera des emplois.* » Bref, il faut sortir les patrons de la logique du tout pour l'argent, en les orientant vers le tout pour la planète. ●



INSTANTANÉS DE CONGRÈS



INTERVIEW

ENTRETIEN AVEC PHILIPPE MARTINEZ

« Pouvoir avancer malgré les vents contraires »

Entretien avec le secrétaire général de la CGT quelques instants avant son intervention au congrès.



JÉRÉMIE DEMAY

Vous êtes venu au congrès de la Filpac malgré l'avis de tempête ?

Philippe Martinez : À la CGT nous n'avons pas peur des tempêtes. Nous en affrontons depuis longtemps, et nous faisons en sorte de pouvoir avancer malgré les vents contraires.

On parle bien de la météo ?

Évidemment ! Quand j'ai traversé le pont de l'île, le vent soufflait beaucoup.

Que reprenez-vous de ce congrès ?

Les débats que j'ai entendus ce matin sont au cœur des préoccupations de la CGT. C'est-à-dire faire en sorte que la CGT n'oublie aucun salarié, aucun travailleur ni travailleuse. Il existe deux classes sur la planète : le capital et le travail. Tous ceux qui sont du côté du travail ont leur place à la CGT. C'est l'état d'esprit de la confédération et l'ensemble des fédérations de la CGT.

Tout de suite après le congrès, c'est le premier de l'élection présidentielle. Redoutez-vous le résultat de cette élection ?

Si on regarde les sondages, on peut redouter les résultats. Ce qui m'inquiète et on en parle moins, c'est le désintérêt des citoyens et de la jeunesse en particulier pour ces élections. Un taux record d'abstention est annoncé. Dans le même temps, cette jeunesse n'est pas individualiste et s'investit dans plusieurs associations, mais pas assez dans les syndicats. Cela peut être le résultat d'une personne qui serait élue avec une minorité d'inscrits. Ce qui est inquiétant pour la démocratie.

Une autre menace pèse sur la démocratie et sur une grande partie des syndiqués de la Filpac, c'est la concentration des médias. Les sénateurs viennent de rendre un rapport vide de proposition. Pourquoi ni les citoyens ni les élus n'arrivent-ils

à s'emparer de ce débat ?

Nous avons une grande responsabilité à la Filpac mais aussi à l'ensemble de la CGT. J'entends trop de militants et de citoyens critiquer les médias sans prendre en compte cette concentration grandissante. Les médias se concentrent autour de très riches, des milliardaires. Pour une vraie démocratie, nous avons besoin de débat pour laisser la place à la diversité de l'information, mais c'est un vrai sujet.

Pour l'instant, les actions de la CGT sur ce dossier ont été timides. Quelles actions mène le syndicat contre la concentration des médias ?

Je pense que nous ne sommes pas à la hauteur. Mais s'il n'y avait que sur ce sujet, je serais moins inquiet. Nous avons peut-être plus tendance à critiquer les médias qu'à exiger plus de démocratie dans leur fonctionnement. Il ne faut pas de monopole. Ni dans les médias ni dans la distribution. Certains agissent de sorte que des citoyens n'aient plus accès à ce qui reste de la diversité des médias. Nous devons en faire plus sur la question de la concentration des médias.

Qu'allez-vous aborder dans votre discours devant le congrès ?

Je vais traiter les sujets d'actualité. On vient de traverser une crise sanitaire importante, et nous devons en tirer les enseignements. On vit la guerre actuellement et la CGT a toujours eu des valeurs de paix et de solidarité. Nous discuterons aussi de l'industrie. Nous avons une belle victoire avec Chapelle

« Sur la concentration des médias, nous ne sommes pas à la hauteur »

Darblay, comme quoi on peut gagner. Je vais parler de la situation de la presse. Je vais traiter aussi de la CGT, car nous devons être moins complexés. Quand les citoyens sont sondés, ils nous placent comme première formation syndicale car nous sommes proches d'eux et que nous sommes combattifs. Mais cela ne se retrouve pas dans les urnes. Il faut qu'on parle de nous.

Est-ce que l'unité et la fraternité seront aussi évoquées dans votre discours ?

Je vais conclure là-dessus. Nous avons un seul ennemi : le capital. Nous parlons beaucoup de convergence à la CGT, mais déjà entre nous, nous devons être plus unis et rassemblés. Notre symbole, c'est deux mains qui se serrent. S'il n'y a plus de fraternité à la CGT, le capital a de beaux jours devant lui.

Ne tournons pas autour du pot, allez-vous parler du SGLCE ?

Moi, je parle de la CGT, de la confédération. Je n'ai pas à m'immiscer dans ce qui se passe dans les organisations. Même si je pense qu'il faudra discuter avec la future direction d'un certain nombre de questions, mais pas dans un congrès. ●

LABEUR / IMPRIMERIE RIVET

“Le papier est indispensable pour la démocratie”

Propos recueillis par MYRIAM GUILLIMIN

Impac : L'imprimerie Rivet a déjà engagé un virage environnemental depuis 2002, notamment avec l'obtention de plusieurs labels comme PEFC et Imprim'vert. Est-ce difficile à respecter ?

Grégory Roux, directeur de l'imprimerie Rivet : Nous sommes contrôlés tous les ans. Des remarques peuvent être faites à cette occasion, que nous devons corriger rapidement pour conserver le label. Quelquefois les corrections sont minimes. Parfois, c'est juste une question de taille de logo « PEFC ». Il faut jouer le jeu. Ça se fait. De quelles forêts gérées est issu le papier dont vous disposez ?

La plupart du temps, le papier vient de pays européens, Autriche, Allemagne, Italie et pays scandinaves. La certification PEFC nous permet d'aller au-delà de nos frontières. Heureusement, car en France la production est limitée. La certification oblige l'imprimerie à ne pas dépasser 1 500 km entre le site de production du papier et le lieu de livraison et de distribution des journaux. D'ailleurs, tous n'exigent pas la norme PEFC.

Le papier devient compliqué à trouver. Comment gérez-vous cette pénurie ?

Le premier problème vient de l'utilisation du papier, devenu une denrée rare. Il est utilisé pour des productions autres que ce que j'appelle, moi, des documents démocratiques. Avec la pandémie, le papier a servi à produire des cartons, mais il a aussi été utilisé

dans les domaines sanitaires et alimentaires. De plus, des entreprises ont fermé. Ce qui a diminué de facto la production de papier y compris le recyclé. La spéculation a joué un rôle également, car certains ont voulu augmenter leurs marges.

Quelles sont les conséquences pour vous et vos clients ?

Nous sommes obligés de refuser certaines commandes. Des augmentations sont inévitables et une qualité amoindrie. Nous réorganisons la production. Mais l'important, c'est que la démocratie s'exprime. Nous sommes obligés de trouver des solutions, c'est essentiel pour nous, peu importe la qualité du papier.

Concernant la répercussion du prix, comment réagissent vos clients ?

Nous le faisons graduellement. Mais certains sont partenaires associés de l'imprimerie. Ils sont conscients que si nous ne répercutons pas les prix nous mettons en danger l'imprimerie. Le risque c'est que les clients se détournent du papier pour se diriger vers les supports numériques. Prenez *Politis* par exemple, c'est un journal qui n'existerait plus si l'imprimerie avait fermé pendant la pandémie. L'expression de la démocratie est indispensable.

La guerre en Ukraine a-t-elle également des répercussions sur votre activité ?

Nous sommes affectés par les conséquences sur les coûts de l'énergie mais



« Il faut convaincre que le papier a de l'avenir. »

aussi sur l'encre. Car l'encre est constituée de titane qui vient d'Ukraine. Ça risque de devenir très compliqué.

En France, notre société est paradoxale : d'un côté on réclame des maisons en bois, des meubles made in France, de l'autre on s'insurge contre l'abattage des arbres. Qu'en pensez-vous ?

Je partage ce paradoxe. Cela s'applique aussi au papier. Le papier a

été diabolisé au prétexte que nous abattions des arbres. Mais une forêt a besoin d'être renouvelée. Le secteur du bois et du papier permet ce renouvellement. De plus le papier est un support démocratique et d'éducation, il organise la pensée. Un support papier se conserve et se partage.

D'après vous, malgré l'engouement actuel pour le tout numérique, le papier retrouvera-t-il un jour ses lettres de noblesse ?

Selon moi, le phénomène tablette numérique est en train de s'estomper. On revient au bon vieux livre d'antan. Je vois bien qu'il y a une volonté farouche de pousser au tout numérique parce qu'il permet au capital de tout maîtriser. Dans un phénomène de manipulation des masses, le seul support sur lequel on n'est pas détourné de nos idées, c'est le papier. D'ailleurs, de plus en plus d'études montrent que le numérique est plus polluant que le papier : envoyer un mail est plus polluant qu'envoyer un courrier...

Cependant, puisque vous parliez de partage, le numérique se partage très facilement. Comment convaincre la jeunesse de l'intérêt du papier ? C'est un sujet social au même titre que les retraites. Un débat qui passera par des arguments environnementaux, mais aussi par des raisons sociales, politiques et éducationnelles. Je pense qu'il faudra que les jeunes se rendent compte par eux-mêmes que le papier est indispensable. Une réflexion collective serait nécessaire, entre jeunes et moins jeunes. Il faut convaincre que le papier a de l'avenir. Pour votre entreprise comment appré-

hendez-vous l'avenir ?

Il y a beaucoup d'inconnues, notamment économiques et politiques. Pour l'instant l'horizon n'est pas très clair. Notre objectif, c'est de construire l'avenir. Pour nous, ça se concrétise par un projet d'extension de bâtiments et l'acquisition d'une nouvelle rotative ce qui répondra en partie aux problématiques papiers car avec un matériel plus récent nous aurons beaucoup moins de gâche. ●

L'imprimerie Rivet maintient et diffuse sa fibre militante

Située à Limoges, l'imprimerie Rivet emploie soixante-dix salariés. Créée en 1924 par Étienne Rivet, elle a été un appui important pour la Résistance dans le Limousin pendant la Seconde Guerre mondiale. Cédée à la Libération aux fédérations du Parti communiste, elle est à ce jour, une SARL indépendante avec des partenaires associés issus de grandes fédérations professionnelles (CGT, Mines énergie, Filpac, syndicat du livre local de Limoges, etc.). Depuis, elle n'a cessé de militer en faveur du droit à l'information. Rien d'étonnant de trouver parmi ses clients un journal très engagé comme *Politis*, et de manière générale beaucoup de publications pour la CGT, dont l'Impac. L'imprimerie Rivet est dirigée depuis deux ans et demi, par Grégory Roux, ancien rédacteur en chef de La Tribune des cheminots, et ancien rotativiste, entre autres. III

PORTRAIT

Le psy aux semelles de vent

Imprimeur, Pascal est devenu psy. Pas du genre caricatural qui ponctue son écoute de quelques « hum, hum » énigmatiques, avant de prononcer une phrase complète : « Nous allons en rester là pour aujourd'hui. » Pascal raconte, témoigne, transmet, autant qu'il écoute.

ANNE DUVIVIER

C'est d'abord un petit garçon rebelle, en banlieue parisienne, qui passe ses nuits à peindre et n'aime pas l'école. Comme un « léger » problème avec l'autorité... Ses parents, militants à la CGT – père imprimeur – consacrent plus de temps à essayer de rendre le monde meilleur qu'à surveiller les devoirs de leur fils. Aussi celui-ci considère-t-il à seize ans avoir fait le tour de la question et décide de partir à la découverte du monde.

Sa vie va alors se tisser entre voyages, sac à dos et sans argent, retours en France et boulots variés, du bâtiment aux marchés en passant par la PQN, ou l'installation de hottes de cuisine professionnelles dans des restaurants. Il accomplit quasiment un tour du monde, au hasard de la fortune, dans tous les sens du terme. Voulant partir au Canada en hiver, il constate qu'il n'a pas assez d'argent pour pouvoir s'équiper chaudement et opte pour l'Asie du Sud-Est. Ou il gagne l'Alaska en stop, depuis Vancouver. En chemin, il donne des coups de main, apprend la langue et tout le reste sur le tas, partage la vie des gens. La rencontre, vraie et profonde, est, dès cette époque, ce qui le passionne et le rend heureux.

Lors d'un retour en France, avec un ami d'enfance il s'en va ouvrir un piano-bar dans un coin de Dordogne. Un lieu de musique et de rencontre, là encore, qui connaît rapidement le succès. Puis au bout d'une dizaine d'années, avec l'envie de nouveauté, il reprend la route.

Imprimeur rotativiste

En 1997, la naissance de son fils le décide à exercer un métier plus stable, avec des revenus plus sûrs. Il revient alors en PQN, vingt ans après son premier



« J'insiste sur fait que même sans avoir fait d'études supérieures, ils peuvent foncer s'ils ont envie de faire autre chose. »

passage, en tant qu'imprimeur rotativiste, comme son père. L'imprimerie, la CGT, c'est sa famille. Il se souvient d'avoir, adolescent, accompagné au *Pari-sien* son père, qui en était de tous les combats.

Pascal devient conducteur de machine au *Monde*, et secrétaire du CHSCT. Une période riche, un tra-

vail d'équipe, avec « la possibilité d'accompagner et de former les copains, de les faire évoluer ». La fin douloureuse du plomb et de la typo quelque dix ans plus tôt étant actée, les rotos se forment aux nouvelles machines et tirent parti au mieux des avancées technologiques.

La mise en place du plan Pénibilité en 2007 provoque leur demande d'une étude. Ils voudraient pouvoir partir plus tôt. Ils font appel aux mêmes scientifiques, Catherine Teiger, ergonome, chargée de recherches au CNRS et au CNAM, et Alain Garrigou, professeur d'ergonomie à l'université de Bordeaux, qui avaient réalisé pour le syndicat un précédent travail, en 1982, sur la mortalité précoce dans leur métier.

Catherine Teiger les avait rencontrés sur leur lieu de travail, de jour comme de nuit, conduit de nombreux entretiens et observations. Le constat était tombé : on mourait jeune dans la profession, un peu plus de 56 ans en moyenne. En cause, le travail de nuit et les horaires décalés, la manutention de lourdes charges, l'exposition au plomb, aux solvants et aux encres... À la suite de ce rapport, les ergonomes du CNAM avaient été associés à la conception des nouvelles imprimeries du *Figaro* et du *Monde*, avec la participation de la CGT.

Cette fois, c'est Pascal qui pilote l'étude et un nouvel univers s'ouvre devant lui quand il découvre les sciences sociales, la recherche et ses outils d'analyse. Passionné, il pousse alors les portes du CNAM. Le « jeune adulte en colère » comme il se définit lui-même à cette époque, l'autodidacte qui ne revendiquait d'autre diplôme que le permis de conduire est « tarabudé par la question des relations sociales, des risques psychosociaux, et les situations de domination sociale et de mal-être au travail ».

Ouvrir des possibles

Tant qu'à faire, il vise directement ce qui l'intéresse, le cours magistral du très réputé Yves Clot, dont l'enseignement est destiné aux personnes en fin de cursus pour l'obtention du diplôme de psychologue du travail. Pascal raconte ses premiers tâtonnements, quand il faut aborder un jargon spécifique qui lui était parfaitement étranger. Très vite, cependant, il découvre à quel point ces concepts recouvrent exactement sa réalité de terrain : « *Tout se*

retrouve. Je sais de quoi il parle mais la formulation est différente. Tout de suite, je suis dedans. » Six mois plus tard, il décide de se présenter à l'examen, histoire de se confronter à l'évaluation. Il obtient 13... « *Vas-y! Continue!* » l'encourage le secrétaire du CE.

C'est parti pour cinq ans, avec tous les modules qu'il ne chérit pas, comme les stats, et sans cesser de travailler par ailleurs, en dehors de son congé-formation. Et à 53 ans, il décroche le titre de psychologue du travail.

Désireux de « *redonner aux autres ce qu'il a reçu* », Pascal intègre le pôle formation de la fédération, et crée le module risques psychosociaux. Il transmet ce qui est essentiel pour lui. Lors de ses déplacements à Lille, à Marseille, à Bordeaux et ailleurs, il vit, là encore, des rencontres marquantes. La question des risques sociaux est déniée dans de nombreuses entreprises : « *Des usines qui créent de l'emploi mais en parallèle des cancers professionnels... Quand un salarié se suicide, trop souvent la direction affirme que c'est parce qu'il n'allait pas bien dans sa vie personnelle...* »

Pour Pascal, il s'agit de « *donner aux gens des concepts pour les faire déculpabiliser de ce qu'ils vivent. Leur parler d'accidents du travail, de maladies professionnelles, mais pas seulement de mal-être. Je leur fais découvrir les sciences sociales. J'insiste sur fait que même sans avoir fait d'études supérieures, ils peuvent foncer s'ils ont envie de faire autre chose. On échange beaucoup pour ouvrir sur des possibles. Les gens ne peuvent pas être des citoyens dans la cité et des sous-citoyens au travail parce qu'une domination sociale vient peser sur les épaules. Ces femmes qui sont responsables dans la vie de tous les jours mais sont victimes d'une organisation du travail qui les met plus bas que terre, ce n'est juste pas possible!* »

Aujourd'hui, la soixantaine venue, chez Pascal, la colère et l'indignation ne sont jamais loin. Alors il continue à militer avec passion.

En marge de son travail, il achève la construction de sa maison en Dordogne, entièrement de ses mains. De sa fenêtre, sous son toit végétalisé, il contemple les arbres, la vallée. Il gratte toujours la guitare, et a envie de se remettre à la sculpture pour laquelle il fait se rencontrer le bois et le fer. Est-ce ainsi qu'il occupera ses prochaines années? Peut-être. Ou pas... ●

Audiens

PROFESSIONNELS DE LA PRESSE, nous protégeons vos talents.

Retraite complémentaire Agirc-Arrco | Assurance de personnes
Congés spectacles | Accompagnement solidaire et social
Services aux professions

www.audiens.org

DIAGORIS
EXPERTISE

NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DE VOTRE ENGAGEMENT

Cabinet d'Expertise Comptable Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables.

MISSIONS D'ASSISTANCE EN VUE DE LA CONSULTATION SUR:

- La Situation Économique et Financière
ARTICLE L2323-12 DU CODE DU TRAVAIL
- La Politique Sociale, les Conditions de Travail et l'Emploi
ARTICLE L2323-15 DU CODE DU TRAVAIL
- Les Orientations Stratégiques
ARTICLE L2323-10 DU CODE DU TRAVAIL

01 42 17 04 15 – contact@diagoris.fr
43 Rue de Rennes, 75006 Paris

DIAGORIS.FR

REPRÉSENTATIVITÉ

Les vacances sur l'île d'Audrey

ANNE DUVIVIER

Les vacances, ce n'est pas un sujet superficiel, on en conviendra ! Conquises par le Front populaire, elles doivent beaucoup à la création des comités d'entreprise en 1945, qui permettent aux organisations syndicales de participer au financement pour leurs adhérents. Le village de l'organisme TourisTra, qui accueille notre congrès, s'inscrit dans cette tradition du tourisme social.

On pourrait penser qu'avec le temps, l'évolution des modèles de familles et de loisirs, la concurrence des séjours low cost et de l'hébergement Airbnb, cette formule a pris un bon coup de vieux. Mais ce n'est pas le cas. Audrey, la directrice de notre village, est sereine. Le site, ouvert de début avril à début novembre affiche complet tous les étés. « Une semaine qui coûte environ 1 500 euros chez nos concurrents, revient chez nous à 800 à 900 euros pour une famille de six personnes. Avec la participation du CSE, on peut même tomber à 400, 500 euros réellement déboursés. » À défaut de CSE, on peut aussi passer par la centrale de réservation, et il existe des tarifs individuels, pour les collectivités, et pour des copropriétaires.

« On voit moins de séjours de trois semaines en continu, constate Audrey, mais plus de séjours d'une semaine, même hors-saison, de week-ends prolongés, ou décidés à la dernière minute. » La sociologie des vacanciers a également changé : « Il y a quelques années, c'étaient des ouvriers qui composaient le gros des hébergés. Aujourd'hui, on trouve des employés, des agents de maîtrise, des cadres, aussi bien que des familles en grande difficulté qui bénéficient d'une bourse solidarité vacances. »

Le covid, étonnamment, n'a pas spécialement affecté le village. Avec cet ensemble de gîtes, les familles pouvaient séjourner en autarcie et donc en sécurité ; mais le moteur reste l'échange, le partage, d'où les nombreuses animations proposées et d'abord en direction des enfants, comme



« On voit moins de séjours de trois semaines en continu, mais plus de séjours d'une semaine, même hors-saison, de week-ends prolongés, ou décidés à la dernière minute. »

ce potager bio dont ils ont la charge entière, de l'entretien à la récolte et à la consommation. Il faut dire aussi que le site est écolabellisé depuis 2012 et qu'on y développe une sensibilisation aux questions environnementales.

Le tourisme social, souligne Audrey, c'est aussi une façon particulière de travailler pour les équipes. Passée par tous les postes, elle-même a gravi les échelons avant d'accéder à la

responsabilité qu'elle exerce aujourd'hui. Le souci de promotion, de formation, de transmission, de pérennisation des emplois, insiste-t-elle, est très présent chez TourisTra, où forcément les contrats sont saisonniers. Solidarité à tous les étages et dans toutes les circonstances. Deux journées par an sont organisées dans les villages, au profit du Secours populaire et de Clowns sans frontières et la générosité des familles est impressionnante.

La semaine prochaine, Audrey et son équipe accueillent gratuitement, le temps d'un week-end, 56 enfants ukrainiens et leurs mamans. Le traiteur qui cuisine les repas pour notre congrès leur préparera à manger bénévolement. Une journée de bateau leur sera offerte, ainsi qu'un spectacle pour enfants. Et puis le village redémarrera pour de bon la saison, avec d'autres congrès, des mariages...

Avec un peu de chance, le soleil sera même de la partie, parce que pour nous, ce n'est pas gagné. Ça décoiffe au congrès, osera-t-on dire. L'équipe de rédaction ne peut même pas profiter de l'espace de détente devant ses fenêtres. ●

FÉDÉRATION

Convaincre pour rester crédible

MYRIAM GUILLIMIN

“D après le baromètre de la CGT, l'organisation syndicale totalise plus de 30 000 adhésions par an. Et pourtant, nous avons toujours moins d'adhérents à la fin de l'année », constate Philippe Martinez. Dans ces conditions, comment agir et inverser la tendance ? C'est tout l'enjeu du travail à conduire dans les fédérations. Car Philippe Martinez rappelle encore que, selon un sondage « 53 % des salariés font confiance à un syndicat et parmi eux, 51 % à la CGT contre 44 % pour la CFDT ».

Des chiffres qui doivent conforter l'idée d'aller au-devant des travailleurs, notamment dans les secteurs où la CGT est sous-représentée, secteurs qui recensent pourtant un très grand nombre de travailleurs, les précarisés et les cadres. La présence de la CGT n'est en effet pas caractéristique du salariat d'aujourd'hui. « Il faut aller chercher plus d'ingénieurs et de cadres », selon Pascal Lefebvre. Sophie Binet, responsable de l'Ugict, se bat par exemple, sur le statut du cadre et pour que les cadres se syndiquent, sans perdre de vue les ouvriers et les salariés. « En France, il n'y a jamais eu autant de diplômés sur le marché avec des salaires aussi bas. » Avec un paradoxe : « En France, 80 % des cadres pensent que la CGT ne les défend pas. » Or si l'on veut que cette catégorie se syndique il faut lui permettre d'agir en groupe et d'avoir une entité spécifique au sein de la fédération. C'est pourquoi Sophie Binet insiste sur le fait que lorsqu'un cadre se syndique, son premier devoir est d'aller chercher ses homologues pour qu'ils le fassent également.

Malheureusement, la CGT souffre parfois de clichés qui lui collent à la peau. « On a du mal à moderniser l'image de la CGT. Pour beaucoup c'est encore galettes, saucisses, et pneus brûlés. Il y a un premier travail

« En France, 80 % des cadres pensent que la CGT ne les défend pas. »

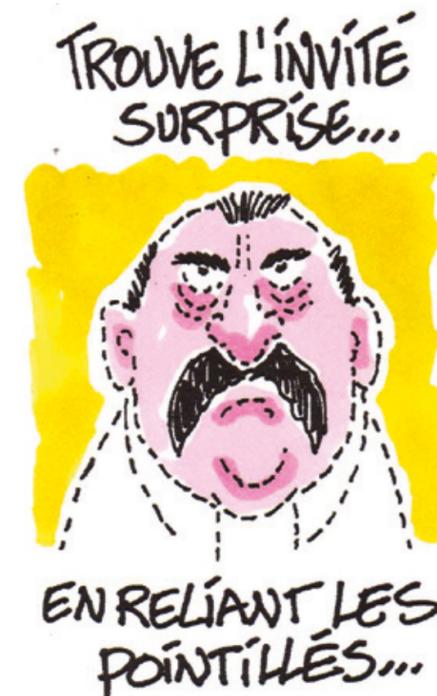
de confiance pour améliorer à la CGT », interpelle Delphine Revol, du syndicat Infocom. « La première chose que me répond un cadre quand je lui demande de se syndiquer, c'est : Tu veux me faire virer ! Et essayer de rassembler les cadres et les ouvriers, expliquer que les cadres sont dans la même galère que nous, ce n'est pas simple,

constate Cédric Laparlière, Syndicat CGT DS Smith. Le dernier cadre que j'ai syndiqué, eh bien... les patrons l'ont viré ! »

Quoi qu'il en soit, la solution d'organisations spécifiques au sein de la fédération ne fait pas consensus parmi les syndiqués. Pour certains, cela s'apparente à du corporatisme. « Je ne partage pas la notion de structures distinctes au sein d'une organisation. Pour moi, la représentativité c'est d'abord celle de la CGT. La réponse au travail en direction du salariat peut trouver des réponses différentes selon les sections », assure Romain Altmann. Différentes pistes sont à l'étude comme celle de « décroisser la fédération et de travailler davantage avec les unions départementales », comme le préconise Pascal Lefebvre. Et aussi s'intéresser de manière distincte aux différents secteurs d'activités d'un bassin d'emploi car « on ne peut pas s'adresser de la même façon aux salariés de la communication qu'à ceux qui travaillent dans la presse régionale, dans le secteur industriel, par exemple ».

Le mot de la fin sera celui de Philippe Martinez pour qui « les échanges doivent se conclure par des décisions ». Et si l'on veut retrouver un syndicat fort... ●

RUST REGARDE LE CONGRÈS



INSTANTANÉS DE CONGRÈS (suite...)



LES VOTES DU CONGRÈS

Vote global sur le Document d'orientation

Nb d'inscrits : **14 187**
 Nb de votants : **10 607** / 74,77 % des votants
 Nb de suffrages exprimés : **10 587** / 99,81 % des votants

Blancs : 0 / 0,00 des votants
 Nuls : 0 / 0,00 des votants
 Abstention : 20 / 0,19 % des votants

Nombre de voix	Pourcentages
POUR 10 550	99,65 % des suffrages exprimés
CONTRE 37	0,35 % des suffrages exprimés

Élections des membres du CEN

Nb d'inscrits : **14 187**
 Nb de votants : **10 828** / 76,32 % des votants
 Nb de suffrages exprimés : **10 828** / 100,00 % des votants

Blancs : 0 / 0,00 des votants
 Nuls : 0 / 0,00 des votants

1 - . ALTMANN ROMAIN .	10311	95.23 %
2 - . AUBERTIN FRANCK .	10771	99.47 %
3 - . AUDONNET SERGE .	10771	99.47 %
4 - . BOUSLIM NAJIB .	10771	99.47 %
5 - . BRETEAU DOMINIQUE .	10771	99.47 %
6 - . CHAUVÉAU BRUNO .	10554	97.47 %
7 - . CHEURFI SAMIRA .	10300	95.12 %
8 - . CIET RICHARD .	10771	99.47 %
9 - . CIONA MARIO .	10771	99.47 %
10 - . CORVEZ BERTRAND .	10771	99.47 %
11 - . DHONT DAMIEN .	10771	99.47 %
12 - . DURANTON STEPHANE .	10771	99.47 %
13 - . FAGARD SONIA .	10771	99.47 %
14 - . FORDEVEAUX TAN CHIEN .	10771	99.47 %
15 - . GASTOU PATRICK .	10771	99.47 %
16 - . GHIOTTO JEAN-PIERRE .	10771	99.47 %
17 - . GICQUEL JULIEN .	10771	99.47 %
18 - . GORLIER ALICE .	10771	99.47 %
19 - . GREFILS YANNICK .	10771	99.47 %
20 - . JARNOUX MARC .	10771	99.47 %
21 - . JOURDAN DAVID .	10771	99.47 %
22 - . KARBUNG THIERRY .	10771	99.47 %
23 - . LAMBERT THOMAS .	10771	99.47 %
24 - . LAPARLIERE CEDRICK .	10771	99.47 %
25 - . LAURENT CAMILLE .	10771	99.47 %
26 - . LAVIGNERIE CHRISTOPHE .	10771	99.47 %
27 - . LE GARRERES REGINE .	10771	99.47 %
28 - . LEFEBVRE PASCAL .	10771	99.47 %
29 - . LEMAHIEU JEAN YVES .	10771	99.47 %
30 - . LEVEQUE YOHANN .	10771	99.47 %
31 - . LOCATELLI NADEGE .	10771	99.47 %
32 - . MANIQUANT STEPHANIE .	10771	99.47 %
33 - . MARTINEZ JEAN-PIERRE .	10771	99.47 %
34 - . MASEGOSA GWENDOLINE .	10771	99.47 %
35 - . MONTAROU CYRILLE .	10771	99.47 %
36 - . OSSET CHRISTELLE .	10771	99.47 %
37 - . OUSTRIC SEBASTIEN .	10771	99.47 %
38 - . PASQUALINOTTO FRANCOIS .	10771	99.47 %
39 - . PERRENEC VERONIQUE .	10771	99.47 %
40 - . QUINTO LAURENT .	10771	99.47 %
41 - . RAFFIER ARNAUD .	10771	99.47 %
42 - . REUILLE JEROME .	10771	99.47 %
43 - . RICCARDI JULIEN .	10771	99.47 %
44 - . SARE ALEXANDRE .	10771	99.47 %
45 - . SLIMANI NADIA .	10771	99.47 %
46 - . SUPIOT JEROME .	10771	99.47 %
47 - . TOURNACHE BASTIEN .	10771	99.47 %
48 - . TUNON CARLOS .	10472	96.71 %
49 - . VIEILLESZAZES PATRICIA .	10771	99.47 %

Élections des membres de la CFC

Nb d'inscrits : **14 187**
 Nb de votants : **10 903** / 76,85 % des votants
 Nb de suffrages exprimés : **10 828** / 99,31 % des votants

Blancs : 75 / 0,069 % des votants
 Nuls : 0 / 0,00 % des votants

1 - . BAURET PATRICK .	10329	95.39 %
2 - . CASANOVA BERNARD .	10771	99.47 %
3 - . DANIEL LOÏC .	10771	99.47 %
4 - . LE BOULC'H PASCAL .	10053	92.84 %
5 - . PIERRAT CHRISTIAN .	10771	99.47 %
6 - . QUINTIN PHILIPPE .	10771	99.47 %

LE DÉROULÉ DE LA DERNIÈRE JOURNÉE

vendredi

Vendredi 8 avril 2022
 9h>12h30

9h	Réunion du bureau du congrès
9h45	Réunion CEN
10h30	Présentation CEN, Bureau, Secrétariat
11h	Salutations aux partants
11h30	Discours de clôture du Secrétaire général
12h	Fin du 9 ^e Congrès de la FILPAC CGT
12h10	Repas, départ

Programme susceptible de modifications de dernière minute

RUST REGARDE LE CONGRÈS

IL YA STAGE... ET STAGE !!!...



PAPIER S'ÉCOULE...
 YA PLUS D'PAPIER!!



Vote SGLCE

Nb d'inscrits : **14 187**
 Nb de votants : **13 669** / 96,35 % des votants
 Nb de suffrages exprimés : **13 550** / 99,13 % des votants

Blancs : 0 / 0,00 % des votants
 Nuls : 0 / 0,00 % des votants
 Abstention 119 / 0,87 % des votants

Nombre de voix	Pourcentages
POUR 5 420	40 % des suffrages exprimés
CONTRE 8 130	60 % des suffrages exprimés

Quitus à la direction sortante

Nb d'inscrits : **14 187**
 Nb de votants : **11 228** / 79,14 % des votants
 Nb de suffrages exprimés : **10 294** / 99,68 % des votants

Blancs : 0 / 0,00 % des votants
 Nuls : 185 / 1,65 % des votants
 Abstention : 749 / 6,67 % des votants

Nombre de voix	Pourcentages
POUR 9 210	89,47 % des suffrages exprimés
CONTRE 1084	10,53 % des suffrages exprimés



À VOS CÔTÉS, POUR VOUS ACCOMPAGNER
 TOUT AU LONG DE VOTRE MANDAT D'ÉLU AU CSE

Construisons ensemble les équilibres de demain

- » Maîtriser les enjeux de prévention des risques professionnels
- » Décrypter les orientations stratégiques de votre entreprise
- » Analyser la situation économique et financière
- » Élaborer des alternatives aux transformations
- » Vous accompagner dans vos négociations



Pour en savoir + www.secafi.com

Patrick MALLEVIALE • Tél. : 06 73 48 43 86 • patrick.malleviale@secafi.com

Christophe GAUTHIER • Tél. : 06 79 05 16 92 • christophe.gauthier@secafi.com

LA BD de RUST

9^e CONGRÈS filpac cgt
 FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT

BRÈVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1791 À NOS JOURS

ÉDITION SPÉCIALE • • AVRIL 2022
 • TEXTES ET DESSINS DE RUST •

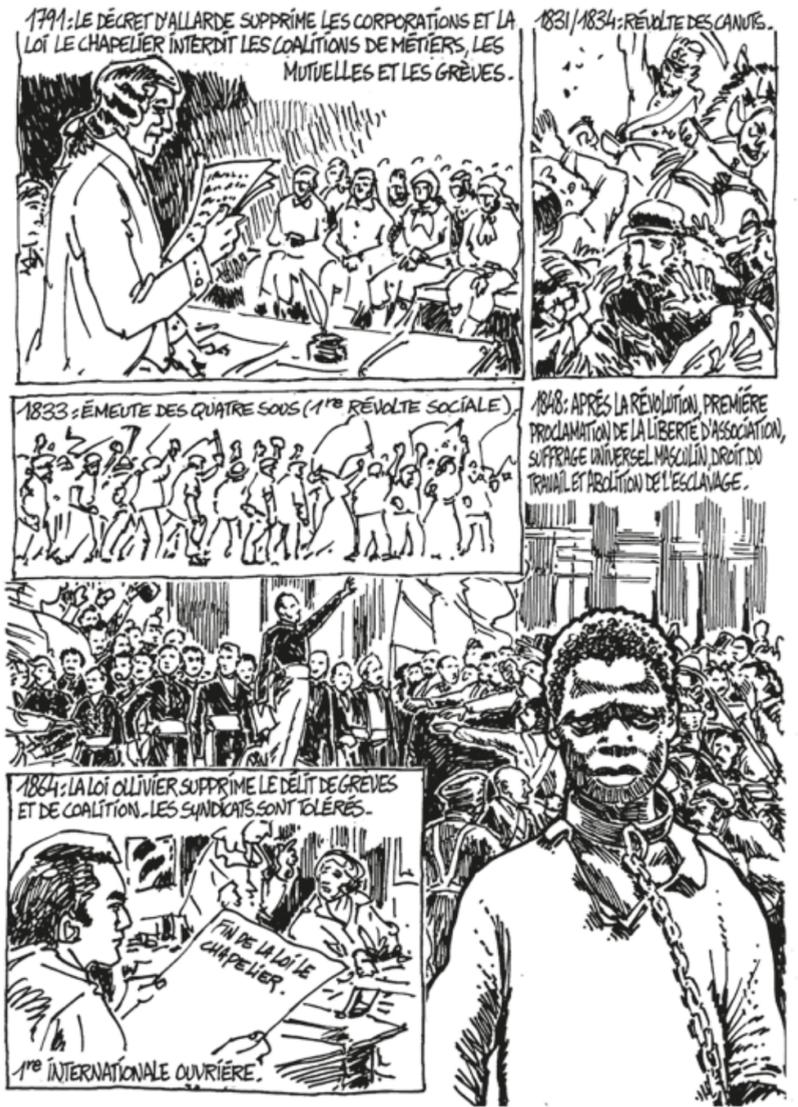


BREVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1791 À NOS JOURS

Savoir d'où on vient pour mieux décider où on va...
 Ces pages n'ont pas la prétention de retracer une histoire syndicale mondiale - il existe une belle littérature sur le sujet - mais de poser des jalons, de rappeler les grands moments des combats qui ont précédé les nôtres, d'en célébrer quelques belles figures, sans oublier la cohorte des militants anonymes, courageux, et généreux.
 Ils nous ont laissé en héritage tout à la fois une fierté, un exemple, une responsabilité.
 Ce modeste hommage se veut donc une incitation à inscrire nos pas dans les leurs et à continuer à agir pour rendre le monde plus juste et fraternel.
 Il s'inscrit ainsi dans la longue et irrépressible tradition du dessin, de la caricature, de l'écriture de presse, qui instruisent, partagent, enchantent, bouleversent... bref tout ce qui constitue l'information, bien précieux entre tous, lui aussi plus que jamais à défendre et porter haut.



EDITION SPÉCIALE 9^e CONGRÈS FILPAC CGT



BREVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1791 À NOS JOURS



LA BD de RUST

EDITION SPÉCIALE 9^e CONGRÈS FILPAC CGT

1886: CRÉATION DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS (FNS). DIFFUSION DES IDÉES DE KARL MARX EN FRANCE.

1886: 1^{er} MAI TRAGIQUE À CHICAGO.

1887: CRÉATION DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS.

1891: PREMIÈRE CÉLÉBRATION FRANÇAISE ET INTERNATIONALE DU 1^{er} MAI. LA TROUPE TIRE SUR DES GRÉVISTES À FOURMIÉS, 9 MORTS, 86 BLESSÉS DONT 4 FEMMES ET 1 ENFANT.

1892: CRÉATION DE LA FÉDÉRATION DES BOURSES DU TRAVAIL ET DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

5

EDITION SPÉCIALE 9^e CONGRÈS FILPAC CGT

1907: LE SYNDICALISME EST TOUJOURS INTERDIT DANS LA FONCTION PUBLIQUE MAIS LE SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS (CRÉÉ EN 1905) REJOINT LA CGT.

1908: APRÈS LA MANIFESTATION SANGLANTE DE VILLENEUVE (20 JUILLET) CLÉMENTEAU FAIT EMPRISONNER DES DIRIGEANTS DE LA CGT.

1909: NAISSANCE DE LA REVUE LA VIE OUVRIÈRE (SYNDICALISTE, RÉVOLUTIONNAIRE, ANTIPARLEMENTAIRE).

1910: UNE LOI SUR LES RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES EST VOTÉE, L'ÂGE EST FIXÉ À 65 ANS QUAND L'ESPÉRANCE DE VIE EST DE MOINS DE 49 ANS!!

1913: CRÉATION DU SECRETARIAT SYNDICAL INTERNATIONAL AVEC LA PARTICIPATION DE LA CGT.

1912: LA CGT EST L'UNIQUE CONFÉDÉRATION SYNDICALE EN FRANCE, 700 000 ADHÉRENTS POUR 7 MILLIONS DE SALARIÉS.

LA CGT PUBLIE UN MANIFESTE ANTIMILITARISTE.

7

BREVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1791 À NOS JOURS

1895: CONGRÈS CONSTITUTIF DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL (CGT) À LIMOGES. C'EST L'UNION DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS ET DE LA FÉDÉRATION DES BOURSES DU TRAVAIL.

1898: LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

1899: 1^{er} SYNDICAT FÉMININ À LYON (OUVRIÈRES DE LA SOIE).

1900: LA CGT CRÉE LE JOURNAL "LA VOIX DU PEUPLE".

1902: CONGRÈS DE MONTPELLIER LA FÉDÉRATION DES BOURSES S'INTÈGRE À LA CGT QUI PARACHEVE SON UNITÉ.

1906: LA CHARTE D'AMIENS AU CONGRÈS DE LA CGT. C'EST LA LUTTE DES CLASSES! TOUJOURS UNE RÉFÉRENCE DE NOS SEURS.

6

BREVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1791 À NOS JOURS

1917: 696 GRÈVES... 293 810 GRÉVISTES EN FRANCE.

6^{ET} 7 NOVEMBRE: RIOTURE DE L'UNION SACRÉE.

RÉVOLUTION DÉCEMBRE EN RUSSIE.

1918: 499 GRÈVES, 176 187 GRÉVISTES...

CRÉATION DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALIÈRES.

8

EDITION SPÉCIALE N° CONGRÈS FILPAC CGT

1919: 2206 GRÈVES, 146 000 GRÉVISTES EN FRANCE...

25 MARS: LOI SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES.

23 AVRIL: LOI POUR LA JOURNÉE DE 8H.

QUI NE SERA APPLIQUÉE QUE DEUX ANS PLUS TARD.

1925: CONGRÈS DE TOURS: TANDIS QU'UNE MINORITÉ DE CONGRESSISTES RESTE FIDÈLE À LA SFIO, LA MAJORITÉ FAIT ALLÉGEANCE AU POUVOIR INSTALLÉ À MOSCOU ET FOND UN NOUVEAU MOUVEMENT, LA SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (SFC), ANCIÈNE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES

RES DE TOUT PAYS UNIS

1920: LES FEMMES PEUVENT ADHÉRER À UN SYNDICAT SANS AUTORISATION DE LEUR MARI.



BREVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1919 À NOS JOURS

1921: SÉSSION ENTRE LES RÉFORMISTES ET LES RÉVOLUTIONNAIRES EXCLUS DE LA CGT QUI CRÈENT LA CGTU (CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL UNITAIRE) PROCHE DU PARTI COMMUNISTE...

NAISSANCE DU JOURNAL LE PEUPLE, JOURNAL OFFICIEL DE LA CGT.

1926: NOUVELLE SÉSSION, CRÉATION DE LA CGT-SR (CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE).

1930: VOTE DÉFINITIF DE LA LOI SUR LES ASSURANCES SOCIALES.

1934: 12 FÉVRIER, GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LE FASCISME À L'APPEL DE LA CGT ET LA CGTU EN RÉPONSE AUX ÉMEUTES DU 6 FÉVRIER.

1930: 7 SEPTEMBRE, 1^{re} FÊTE DE L'HUMANITÉ À L'INITIATIVE DE MARCEL CACHIN.



EDITION SPÉCIALE N° CONGRÈS FILPAC CGT

1936... CONGRÈS DE TOULOUSE: RÉUNIFICATION DE LA CGT ET DE LA CGTU.

3 MAI: VICTOIRE DU PROGRAMME FRONT POPULAIRE.

26 MAI: UNE VAGUE DE GRÈVES SUBMERGE LA FRANCE...

7-8 JUIN: SIGNATURE DES ACCORDS DE MATIGNON ENTRE LA CGT ET LE PATRONAT...

11 ET 12 JUIN: LOIS SOCIALES SUR L'EXTENSION DES CONVENTIONS COLLECTIVES, INSTITUTION DES DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL, RELÈVEMENT DES SALAIRES, SEMAINE DE 40H, 15 JOURS DE CONGÉS PAYÉS.



BREVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1919 À NOS JOURS

1939: 3 SEPTEMBRE, DÉBUT DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE. 18 SEPTEMBRE, LE BUREAU CONFÉDÉRAL DE LA CGT VOTE L'EXCLUSION DES MILITANTS FAVORABLES AU FRONT GERMANO-SOVIÉTIQUE, CE QUI CONCERNE LES COMMUNISTES DE LA CGT. 600 SYNDICATS SONT DÉSSOUS. LES MILITANTS EXCLUS SONT ARRÊTÉS, MOBILISÉS OU ENTRENT DANS LA CLANDESTINITÉ.

1940: 1 NOVEMBRE, DISSOLUTION DES SYNDICATS.

15 NOVEMBRE: 9 RESPONSABLES CGT ET 3 CFTC PUBLIENT LE MANIFESTE DES 12. ACE PUBLIE D'OPPOSITION À VICHY ET CONDAMNE L'ANTISÉMITISME.

1941: INTERDICTION DES GRÈVES ET DU LOCK-OUT, PARUTION DES PREMIERS JOURNAUX CLANDESTINS, CRÉATION DE COMITÉS POPULAIRES QUI ORGANISENT LES PREMIÈRES LUTTES REVENDICATIVES.

INTERVENTION ALLEMANDE: 327 ARRÊTATIONS, 88 OTAGES SONT FUSILLÉS MAJORITAIREMENT DE LA CGT, DONT LES 27 DE CHATEAUBRIANT.

26 MAI AU 9 JUIN: GRÈVE DES MINEURS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS.

1943: 17 AVRIL, RECONSTITUTION DE LA CGT AVEC LES ACCORDS DU DERRÈUX.



LA BD de RUST

EDITION SPÉCIALE 9^e CONGRÈS FILPAC CGT

1943: 27 MAI, LA CGT RÉUNIFIÉE PARTICIPE À LA CONSTITUTION DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE (CNR).

1944: 15 MARS, PUBLICATION DU PROGRAMME DU CNR, DÉFINISSANT LES NATIONALISATIONS, LA SÉCURITÉ SOCIALE ET LES COMITÉS D'ENTREPRISE.

21 AVRIL: DROIT DE VOTE POUR LES FEMMES.

10 AOÛT: GRÈVE DES CHEMINOTS DE LA RÉGION PARISIENNE ET EXTENSION À TOUS LES SERVICES PUBLICS.

13 AOÛT: GRÈVE DES GENDARMES.

15 AOÛT: GRÈVE DES POLICIERS.

18 AOÛT: GRÈVE GÉNÉRALE LANCÉE PAR LA CGT POUR LA LIBÉRATION.

25 AOÛT: LIBÉRATION DE PARIS, ARRIVÉE DU GÉNÉRAL DE GAULLE.

26 AOÛT: FIN DE LA CLANDESTINITÉ POUR LA CGT, INSTALLATION DANS SES LOCAUX AU 213 RUE LAFAVETTE, LA VIE OUVRIÈRE REPARAIT.

13

EDITION SPÉCIALE 9^e CONGRÈS FILPAC CGT

1947: LE PLAN MARSHALL DIVISE LA CGT, C'EST LA SCISSION ET LA CRÉATION DE FO (FORCE OUVRIÈRE).

1948: GRÈVE DES MINEURS.

1949: SCISSION DE LA FSM À CAUSE DU PLAN MARSHALL. LES SYNDICATS DES ÉTATS-UNIS, ANGLETERRE ET PAYS-BAS SE RETIRENT DE LA FSM ET CRÉENT LA CONFÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES (CISL) À LAQUELLE ADHÈRE LA CGT-FO.

1950: VOTE DE LA LOI SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES, CRÉATION DU SMIG (SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI).

1953: 4 AOÛT, LA CGT, LA CFC, PUIS FO APPELLENT À LA GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LE RETOUR DE L'ÂGE DE LA RETRAITE (4 MILLIONS DE GRÉVISTES DANS TOUTS LES SECTEURS).

EN GRÈVE

15

BREVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1934 À NOS JOURS

1945: DÉBUT DES NATIONALISATIONS, CRÉATION DES COMITÉS D'ENTREPRISE, MISE EN PLACE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE.

1946: 26^e CONGRÈS DE LA CGT À PARIS, 5,5 MILLIONS D'ADHÉRENTS.

1946: CRÉATION DE LA FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE (FSM) À LAQUELLE ADHÈRE LA CGT.

19 NOVEMBRE: DÉBUT DE LA GUERRE D'INDOCHINE DURANT LAQUELLE LA CGT MANIFESTERA POUR LA PAIX ET LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE VIETNAMIEN.

1947: GRANDES MANIFESTATIONS À L'APPEL DE LA CGT: BANQUES, GRANDS MAGASINS, EDF, CITROËN, SNCF, PEUGEOT, BERLIER, MICHELIN.

CRÉATION DE LA CHARTRE FONDATRICE DU SYNDICALISME ÉTUDIANT EN FRANCE ÉTABLIE PAR L'UNEF.

14

BREVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1934 À NOS JOURS

1954: 1^{er} NOVEMBRE, DÉBUT DE LA GUERRE D'ALGÉRIE. LA CGT SOUTIÈNT LES REVENDICATIONS ET ASPIRATIONS NATIONALES DES ALGÉRIENS PENDANT TOUT LE CONFLIT.

1955: 3 FÉVRIER, AU METRO CHARONNE, LA REPRESSION D'UNE MANIFESTATION CONTRE L'AG FAIT 9 MORTS, POUR LA PLUPART MEMBRES DE LA CGT.

1956: 3^e SEMAINE DE CONGÈS PAYÉS.

1958: CRÉATION DES AGEDIC ET DE L'UNEDIC.

1954: CRÉATION DE LA CFTC SUITE À LA DÉCONFÉSSIONNALISATION DE LA CFC. UNE MINORITÉ MAINTIENT UN SYNDICAT CHRÉTIEN.

1966: ARRÊTÉ DÉFINISSANT 5 CONFÉDÉRATIONS COMME REPRÉSENTATIVES: CGT, FO, CFTC, CFC, CGC. ACCORD D'UNITÉ REVENDICATIVE ENTRE LA CGT ET LA CFTC.

NON AUX PLEINS POUVOIRS

16

EDITION SPÉCIALE N° CONGRÈS FILPAC CGT

1968: ENTRE MAI ET JUIN, 7 MILLIONS DE TRAVAILLEURS SONT EN GRÈVE AVEC OCCUPATION D'USINES, ACCORDS DE GREVELLE; AUGMENTATION DU SMIG DE 35% ET DE 10% EN MOYENNE POUR LES AUTRES SALAIRES. CRÉATION DES SECTIONS SYNDICALES D'ENTREPRISE.



1969: 4^e SEMAINE DE CONGÉS PAYÉS.

1970: DÉBUT DE L'AFFAIRE LIP QUI DURERA JUSQU'EN 1976. C'EST LA PREMIÈRE EXPÉRIENCE D'AUTOGESTION OUVRIÈRE.

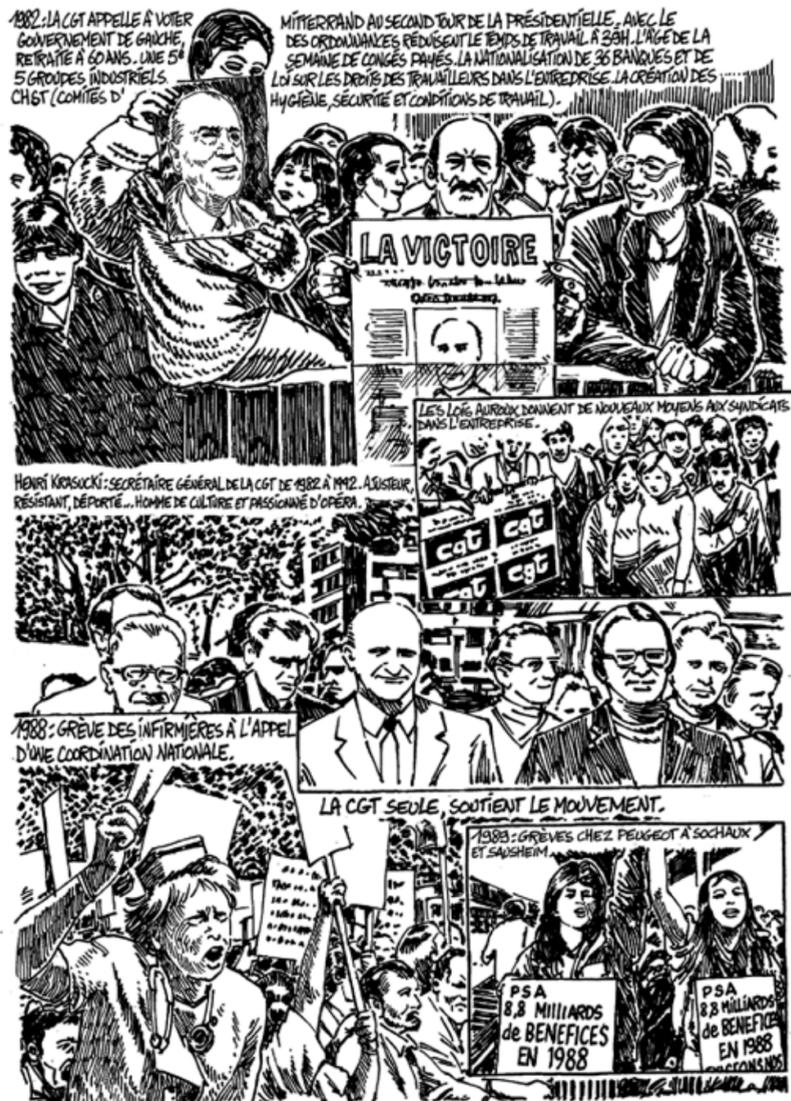
1970: ACCORD CGT-CFDT SUR DES REVENDEMENTS PRIORITAIRES: REVALORISATION DU SMIC, RETRAITE À 60 ANS, EMPLOI, FORMATION SYNDICALE.

1972-1975: COMITÉS DE SOLDATS OBJECTEURS DE CONSCIENCE.

FIN DES ANNÉES 70: GRÈVES DANS LA SIDERURGIE.

1972: LA CGT SOUTIEN LE PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE.

BREVE HISTOIRE ILLUSTREE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1979 A NOS JOURS



1982: LA CGT APPELLE À VOTER GOUVERNEMENT DE GAUCHE, RETRAITE À 60 ANS, UNE 5^e GROUPE INDUSTRIEL CHGT (COMITÉS D'ENTREPRISE).

MITTERRAND AU SECOND TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE, AVEC LE DES ORDONNANCES RÉDUISANT LE TEMPS DE TRAVAIL À 38H, L'ÂGE DE LA SEMAINE DE CONGÉS PAYÉS, LA NATIONALISATION DE 36 BANQUES ET DE LA LOI SUR LES DROITS DES TRAVAILLEURS DANS L'ENTREPRISE, LA CRÉATION DES HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL.

LA VICTOIRE

LES LOIS AURONT DONNÉ DE NOUVEAUX MOUVES AUX SYNDICATS DANS L'ENTREPRISE.

HENRI KORSICKI: SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT DE 1982 À 1992. ASSISTANT, RÉSISTANT, DÉPORTÉ... HOMME DE CULTURE ET PASSIONNÉ D'OPÉRA.

1988: GRÈVE DES INFIRMIÈRES À L'APPEL D'UNE COORDINATION NATIONALE.

LA CGT SEULE, SOUTIEN LE MOUVEMENT.

1988: GRÈVES CHEZ PEUGEOT À SOCHAUX ET SAUSHEIM.

PSA 8,8 MILLIARDS de BÉNÉFICES EN 1988

EDITION SPÉCIALE N° CONGRÈS FILPAC CGT



1992: NICOLE NOTAT, PREMIÈRE FEMME À LA TÊTE D'UN SYNDICAT DE SALARIÉS EN FRANCE.

1993: CRÉATION DE LA FSU (FÉDÉRATION UNITAIRE SYNDICALE) NÉE DE L'IMPLOSION DE LA FEN (FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE).

1994: CRÉATION DE L'UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES (UNSA) PAR LA FEN ET D'AUTRES SYNDICATS NON CONFÉDÉRÉS.

1995: À L'INITIATIVE DES CHEMINOTS, GRÈVE CONTRE LE PLAN SUPPÉ. CRÉATION DE SUD RAIL. LE PLAN SUPPÉ DE RÉFORME DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EST SOUTENU PAR LA CGT. FO EST ÉVINcée DE LA PRÉSIDENTIE DE LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE. ELLE EST REMPLACÉE PAR LA CFDT QUI LA COGÈRE AVEC LE MEDEF, LA CFTC, LA CGC ET LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE. LORS DE SON 45^e CONGRÈS LA CGT RÉVISE SES STATUTS ET QUITTE LA FSM (FÉDÉRATION SYNDICALE MONDIALE).

1997-98: VAGUE D'OCCUPATION DES ASSÉDÉS PAR LES CHÔMEURS.

la cgt

BREVE HISTOIRE ILLUSTREE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1979 A NOS JOURS



1998: SOLIDAIRES DEVIENT L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES. CRÉATION DE LA FÉDÉRATION SUD ÉDUCATION. DES MILITANTS FO QUITTENT LA CONFÉDÉRATION POUR REPRENDRE L'UNSA.

1999: LA CGT ADHÈRE À LA CES (CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS, FONDÉE EN 1975).

2000: LA DURÉE LÉGALE DU TRAVAIL DEVIENT 35 HEURES.

2001: 1^{re} GRÈVE DE GENDARMES FRANÇAIS MALGRÉ L'INTERDICTION IMPOSÉE PAR LEUR STATUT MILITAIRE.

2003: IMPORTANTS MOUVEMENTS SOCIAUX CONTRE LE PROJET DE LOI FILLON SUR LES RETRAITES.

LA BD de RUST

EDITION SPÉCIALE 9^e CONGRÈS FILPAC CGT

2005: LE 9 FÉVRIER, LE COMITÉ CONFÉDÉRAL NATIONAL (CCN), LE "PARLEMENT" DU SYNDICAT, RECOMMANDE LE REJET DE LA CONSTITUTION EUROPÉENNE CONTRE L'AVIS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL BERNARD THIBAUT. LE 29 MAI: LE RÉFÉRENDUM FRANÇAIS ABOUTIT À UN VOTE "NON" À 55%.



2010: LA CGT EST PRÉSENTE AUX MANIFESTATIONS ET GRÈVES CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES D'ÉRIC WERTH.



ÉMERGENCE DE DIFFÉRENTS MOUVEMENTS SOCIAUX: 2003/2004: LES HACKTIVISTES DU MOUVEMENT ANONIMOUS. COMMUNAUTÉ VIRTUELLE, CYBERMANIFESTATION.



• 21 •

EDITION SPÉCIALE 9^e CONGRÈS FILPAC CGT

2018: 4 AOÛT, MOUVEMENT ÉTUDIANT INSPIRÉ PAR GRETA THUNBERG POUR SORTIR DES ÉNERGIES FOSSILES, CONTRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ET LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE.



2019: DE LA LOI TRAVAIL À LA FUTURE RÉFORME DES RETRAITES, LES ACQUIS SOCIAUX SONT GRAVEMENT MENACÉS.



2019, 2022: LA COVID-19, PARTIE DE CHINE, A DÉJÀ FAIT PLUS DE 5,7 MILLIONS DE MORTS DANS LE MONDE.

• 23 •

BREVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1791 À NOS JOURS

2016: NUIT DEBOUT. MOUVEMENT DE MANIFESTATIONS PACIFIQUES QUOTIDIENNE CONTRE LA LOI TRAVAIL. DÉBATS PUBLICS, MANIFESTATIONS, BLOCAGES.



2018: GILETS JAUNES. MOUVEMENT POPULAIRE SPONTANÉ SANS STRUCTURE HIÉRARCHIQUE. ORIGINE ET DIFFUSION SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX. À L'ORIGINE CONTRE L'AUGMENTATION DU PRIX DES CARBURANTS. BLOCAGES DE RONDS-POINTS ET MANIFESTATIONS. EN RÉPONSE, EMMANUEL MACRON LANCE UN GRAND DÉBAT NATIONAL.



• 22 •

BREVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1791 À NOS JOURS

DIFFICILE, DANS CES CONDITIONS, DE MOBILISER DES TRAVAILLEURS CONFRONTÉS À LA MENACE CLIMATIQUE, AUX MUTATIONS DU TRAVAIL - NUMÉRIQUE, TÉLÉTRAVAIL - À LA BANALISATION DE L'EXTRÊME DROITE, À LA RÉPRESSION DES SYNDICALISTES, JOURNALISTES, LANCEURS D'ALERTE. LA QUESTION EST MOINS: « QUEL AVENIR POUR LES PROCHAINES GÉNÉRATIONS ? » QUE « Y A-T-IL UN AVENIR POUR LES PROCHAINES GÉNÉRATIONS ? »



À NOUS DE DÉCIDER DE POURSUIVRE LE COMBAT...

BRÈVE HISTOIRE ILLUSTRÉE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DU SYNDICALISME FRANÇAIS DE 1791 À NOS JOURS
 TEXTES ET DESSINS DE RUST / CORACTIONS: ANNE DUVIVIER / GRAPHISME: FREDÉRIC JOFFRE / ÉDITION SPÉCIALE 9^e CONGRÈS FILPAC CGT
 UNE PUBLICATION FILPAC CGT / MARS 2022 / IMPRESSION RIVET